



Manifeste Remettre l'industrie au travail



Feuille de route pour **réindustrialiser** l'Europe et
pérenniser l'emploi et les sites dans l'industrie européenne



Editorial **industriAll pour l'Europe** **toute l'Europe pour l'industrie**

IndustriAll Europe est convaincue que l'industrie a un avenir en Europe et que la politique industrielle est la pierre d'angle de la politique économique. La politique industrielle doit aussi permettre le passage d'une stratégie basée sur la rentabilité à une stratégie axée sur les besoins sociaux, les innovations, les nouveaux créneaux et les nouveaux marchés - une stratégie qui prend en compte aussi toute la chaîne de valeur, de la première idée jusqu'au produit fini, et où les coûts sont moins importants. La politique industrielle européenne devrait aussi avoir la capacité d'établir l'UE comme un précurseur dans la concurrence mondiale en transformant son modèle économique en une économie durable, sociale, basée sur la connaissance et efficiente en ressources.

A cet égard, la politique industrielle doit être plus qu'un simple soutien passif à un environnement favorable aux affaires et elle ne devrait pas seulement canaliser les subventions vers les entreprises. La politique industrielle devrait élaborer des visions et des stratégies et lancer des projets industriels. Elle doit préparer l'industrie à une future pénurie de ressources énergétiques et naturelles, contribuer au développement de nouveaux marchés et soutenir les percées technologiques. Et ce d'autant plus que le rôle des gouvernements deviendra plus important dans une économie durable. Le nouveau modèle de croissance sera en effet moins axé sur la consommation individuelle de biens (ce que l'on appelle le consumérisme), et davantage sur la recherche de solutions aux besoins sociaux : énergie, fermeture de la boucle environnementale, santé, vieillissement de la population ou réchauffement climatique. Par conséquent, la réglementation gouvernementale et les besoins collectifs seront de plus en plus décisifs pour les modèles individuels de consommation et les décisions d'investissement par les entreprises.

L'Europe a le potentiel technologique, économique et humain de réussir cette transition. L'Europe joue un rôle de premier plan dans de nombreuses technologies environnementales et elle est un leader dans le domaine des nouvelles technologies clés. Les valeurs sociales communes européennes sont indéniablement un soutien important pour un modèle de croissance plus durable. Le modèle social européen a créé une infrastructure sociale, économique et institutionnelle très performante, qui est stable et sophistiquée, et offre le bon cadre ambiant pour une transformation industrielle durable.

Avec sa nouvelle politique industrielle, l'UE a incontestablement fait un premier pas vers un nouveau modèle de croissance industriel. Des investissements sont également requis dans la modernisation des secteurs industriels traditionnels. Il faut encourager les nouvelles chaînes de valeur et les nouvelles activités ayant un potentiel suffisant en matière de nouvelle croissance et d'emploi. L'Europe devra développer des nouvelles forces économiques et renforcer celles existantes. Etant donné qu'il s'agit de processus à long terme, les efforts doivent être soutenus de manière cohérente. Les autorités publiques et les syndicats devront travailler intensément à l'élaboration de ces stratégies à long terme, à leur traduction en plans d'action concrets, à la conversion des besoins sociaux en solutions industrielles, à l'intégration de la politique industrielle avec d'autres politiques telles que la politique de l'emploi, l'éducation, le développement durable et l'énergie. Le point de départ doit donc toujours être le renforcement du triangle stratégique entre développement durable, création de valeur ajoutée et travail de grande qualité. L'Europe pourrait ainsi non seulement maintenir l'activité industrielle au sein de son territoire mais aussi réussir à relancer son industrie.

Etant donné qu'un nombre croissant de citoyens européens ont tourné le dos à l'Europe parce qu'ils estiment que l'Europe les a laissés tomber, il est grand temps que l'Europe, après avoir sauvé les banques, commence à assurer l'avenir des 26 millions d'Européens qui cherchent un emploi. Sinon, l'UE risque aussi de perdre des citoyens car le populisme anti-UE augmente sur le continent, créant une opinion publique qui impute à l'Europe tous les fléaux causés par la crise financière mondiale. IndustriAll Europe pense donc que le projet européen doit être transformé en un projet pour la solidarité, pour la prospérité, pour la reprise, pour la croissance et pour les investissements et les emplois.

Le titre de la dernière Communication européenne sur la politique industrielle en 2012 était « Une industrie européenne plus forte en faveur de la croissance et de la reprise économique ». IndustriAll Europe ne saurait être plus en accord avec cette formulation. L'Europe doit arriver à devenir un site d'investissements attrayant pour de nouveaux emplois et la fabrication. IndustriAll European Trade Union croit que c'est là que réside le vrai défi des prochaines élections européennes.

Michael Vassiliadis
Président

Ulrich Eckelmann
Secrétaire général

Ce Manifeste expose les demandes d'industriAll European Trade Union aux parlements nationaux, au Parlement européen et à la Commission européenne pour la législature 2014-2019. Les demandes mettent l'accent sur la nécessité de maintenir et de continuer à développer une base manufacturière forte en Europe comme condition indispensable au renforcement de la croissance économique, à la création d'emplois de qualité, au soutien au passage à une industrie respectueuse de l'environnement et à la réponse aux grands défis sociétaux (par ex. la gestion du changement climatique, de la mondialisation, du développement démographique) auxquels sont confrontées nos économies.

Une solution européenne...

Voilà plus de 6 ans que le secteur financier mondial a déclenché la pire crise économique de notre époque. Cupidité, irresponsabilité, irrationalité et abus ont mené les marchés financiers mondiaux au bord du gouffre et ont causé une récession sévère dont les effets continuent de se faire sentir. Toutefois, au lieu de mettre en place des mesures rapides afin de s'assurer que les coupables, à savoir les spéculateurs et les banques engagés dans des prêts excessifs, assument les conséquences de la crise, les fonds publics ont été utilisés pour renflouer une industrie financière chancelante. En conséquent, les déficits publics ont atteint des sommets, ce qui a alors justifié l'introduction de plans d'austérité qui ont étranglé la croissance économique dans toute l'Europe et fait augmenter le chômage à des niveaux sans précédent.

Un changement de cap est plus que nécessaire. Nous devons mettre fin à la domination actuelle du système financier sur l'économie réelle. Le terrain de jeu du capitalisme financier mondial doit être ramené à son essence : transformer les économies des citoyens en investissements qui sont à la hauteur des besoins de ces citoyens. Une nouvelle réglementation et une surveillance cohérente sont nécessaires de toute urgence afin que les marchés financiers encouragent et non mettent en péril la croissance de l'économie réelle. Un secteur financier qui crée une richesse énorme pour quelques uns mais qui met des millions de gens ordinaires en grande

difficulté n'a aucune légitimité sociale et politique.



L'écart qui ne cesse de se creuser entre les parties prospères de l'Union européenne (UE) et les régions qui stagnent représente un grave danger. En plus des handicaps directs pour les pays plongés dans des difficultés économiques persistantes, la situation dans ces régions économiques pourrait avoir de sérieuses implications pour toute l'UE. Les pays en récession ou avec des économies stagnantes importeront moins de biens d'autres parties de l'UE ; la baisse des niveaux de salaires dans les pays en difficulté pourrait entraîner une pression sur les salaires dans le reste de l'UE. Le désespoir de nombreux travailleurs dans les pays les plus sévèrement touchés pousse les citoyens à

émigrer vers d'autres Etats membres de l'UE à la recherche d'un emploi temporaire ou permanent et en dehors du marché du travail réglementé, ce qui crée une situation de mobilité forcée plutôt qu'une liberté de mouvement voulue.

Il ne fait aucun doute que le projet européen est un formidable accomplissement qui a garanti la paix, la liberté et le bien-être économique pour ses citoyens depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Toutefois, l'attrait original de cet idéal risque de disparaître si le sentiment que seule une minorité profite d'une Europe unie se renforce. La solidarité et

la justice sociale doivent finalement être considérées comme aussi importantes que la compétitivité économique dans toute l'Union européenne. Les pays les plus riches et plus forts économiquement devront de ce fait contribuer davantage à un plan de relance et au financement de futurs investissements que des groupes ou pays plus faibles. L'objectif est de restaurer une croissance durable qui crée des emplois de haute qualité et surmonte les divergences dans l'UE. Un stimulus à court terme ne suffira pas. Nous avons besoin d'une perspective à plus long terme afin de surmonter les difficultés et les divisions croissantes dans l'UE.



Réindustrialiser l'Europe au moyen de politiques fortes, intelligentes et durables

L'érosion de notre base industrielle doit être stoppée. IndustriAll European Trade Union salue en conséquent le fait que les retombées de la crise financière aient remis en exergue l'importance d'une base manufacturière forte, qu'il y ait aujourd'hui un consensus général selon lequel les économies ne peuvent prospérer qu'en conservant une importante base industrielle et qu'il faille conserver un seuil critique de fabrication afin de maintenir la durabilité du modèle économique et social européen. Les plans d'austérité ont asséché les moyens de financement dans les pays les plus touchés par la crise et conduit à la disparition de milliers d'emplois et d'entreprises, provoquant ainsi une désertification industrielle dans certaines zones. La situation doit être renversée afin d'encourager les activités économiques et les emplois en mettant en place des politiques de relance industrielle décidées et coordonnées conjointement avec les partenaires sociaux.

Une politique industrielle européenne efficace devra faire face à un triple défi : mettre un terme aux conséquences désastreuses de la crise financière et des politiques d'austérité sur l'économie réelle et gérer une concurrence croissante et guider l'industrie européenne sur la voie de la durabilité et d'émissions faibles. Pour relever ces défis, il faut une politique de soutien à la ré-industrialisation de l'Europe, basée sur des clusters d'innovation, des percées technologiques et le développement « d'usines du futur ». A cet égard, il convient également de signaler que la politique industrielle devrait consister en plus que des politiques d'accompagnement purement axées sur le soutien (créant l'environnement propice à la prospérité des entreprises). Une politique industrielle active devrait renforcer les instruments existants en faveur des politiques horizontales (emploi, politique fiscale, R&D, innovation, formation et compétences, infrastructure et clusters d'innovation), se concentrer

sur les facteurs de compétitivité non liés au prix, prêter attention à la demande grâce au renforcement du pouvoir d'achat des salariés, à une augmentation



massive des investissements ainsi que grâce au développement de nouveaux marchés et de marchés publics innovants, élaborer de nouveaux instruments axés sur le découplage entre la croissance économique et l'impact environnemental et mettre en œuvre des plans d'action pour les secteurs stratégiques et les chaînes de valeur (le côté « vertical » de la politique

industrielle). Des objectifs stratégiques spécifiques pour la politique industrielle européenne doivent être définis en tenant compte d'évaluations communes et bien structurées des activités potentielles et du rôle de secteurs industriels spécifiques.

La crise financière ainsi que la crise de la dette souveraine qui en a résulté ont gravement affecté le tissu industriel de l'Europe dans la mesure où de larges parts de l'Europe risquent de manquer de la masse critique nécessaire à une relance industrielle. L'UE ne peut en aucun cas perdre sa capacité d'innovation, de développement et de fabrication de produits et de services qui sont à la hauteur des grands défis de notre société. L'Europe ne doit pas perdre la masse critique nécessaire à une relance industrielle. Une fois perdues, les capacités de fabrication sont difficiles à récupérer, mais elles peuvent s'avérer très importantes pour le développement de nouveaux produits et activités.

Recommandations pour que la fabrication fasse à nouveau partie de l'avenir de l'Europe

Pour soutenir la ré-industrialisation de l'Europe et assurer un avenir à notre industrie (fabrication et services industriels) et à ses travailleurs, industriAll Europe réclame des mesures de politique industrielle urgentes et ciblées, destinées à renforcer les forces existantes, développer de nouvelles opportunités, relancer les investissements, remédier aux faiblesses et relever les défis qui y ont trait. IndustriAll Europe formule les recommandations suivantes pour la période 2014-2019 afin de remettre l'industrie au travail.

1 Relancer l'économie

La politique industrielle ne peut être efficace que dans un environnement macro-économique stimulant. Etant donné que la politique industrielle produit des résultats

à moyen et long terme, elle ne peut jamais corriger l'impact négatif de politiques budgétaires restrictives. Sans politiques économiques expansionnistes, l'économie

de la zone euro sera probablement engluée dans une combinaison de faible croissance et de faible inflation, flirtant avec la déflation et engagée dans une récession semi-permanente. Dans ce contexte, l'UE ne sera manifestement pas en mesure d'atteindre l'objectif de la stratégie UE 2020 visant un taux d'emploi de 75 %, qui requiert la création de 17,6 millions d'emplois.

L'UE ne requiert pas d'autres plans d'austérité. S'il est vrai que les déficits budgétaires à long terme devront être réduits, il sera impossible de réduire les déficits/dettes sans mettre en place des politiques qui soutiennent la croissance économique et la création d'emplois et qui restaurent l'espoir et la confiance si nécessaires aujourd'hui parmi les travailleurs.

A titre d'exemple, la société et l'économie de l'Europe reposent sur une infrastructure et des services de transport efficaces. L'infrastructure a toutefois cessé d'être développée, notamment dans les pays en crise. Maintenir une infrastructure de classe mondiale stimulerait la croissance économique et l'étape de la construction offrirait des emplois tellement nécessaires.

L'expansion et la maintenance des infrastructures existantes doivent en conséquent être soutenues et financées par les autorités publiques ainsi que par des partenariats public-privé.



Pour arrêter le cercle infernal de la récession et de l'austérité, les nouveaux membres du Parlement européen et les nouveaux Commissaires européens devraient suivre une politique macroéconomique forte, coordonnée et axée sur la demande. Une demande intérieure forte doit être encouragée dans toute l'Europe. C'est la condition préalable à une économie durable capable de répondre aux besoins des travailleurs de demain et de pérenniser le modèle social européen. L'Europe se concentre depuis trop longtemps sur le rétablissement de l'orthodoxie budgétaire et la mise en œuvre de mesures d'austérité.

Recommandations

- ❶ Soutenir la mise en œuvre d' « Une nouvelle voie pour l'Europe », le plan d'investissement de la CES pour l'Europe. L'objectif du plan est d'investir annuellement 2 % supplémentaire du produit intérieur brut (PIB) de l'UE sur une durée de 10 ans dans des infrastructures compatibles avec les critères du développement durable : les réseaux énergétiques et de transport transeuropéens, l'énergie renouvelable, les infrastructures numériques, le renouveau urbain, l'efficacité énergétique, le logement social et passif, l'infrastructure pour les personnes âgées, l'éducation, les services de santé, etc. Le plan pourrait générer jusqu'à 3 % de PIB supplémentaire et entre 9 et 11 millions d'emplois nouveaux sur 10 ans.
- ❷ Les projets d'investissement à l'échelle européenne doivent être développés conjointement avec les projets d'investissement nationaux. Priorité doit être donnée aux investissements ayant l'impact le plus important sur l'activité économique domestique. La doctrine de croissance et de compétitivité de l'UE reste floue. La stratégie de Lisbonne des années 2000 a été un échec, et la stratégie UE 2020 a du mal à décoller. Nous avons besoin d'investissements à long terme pour financer la croissance durable, mais le secteur financier européen ne répond pas aux nécessités du développement des PME, de l'innovation et des infrastructures, alors que pendant la crise de l'euro, les États européens ont aidé les banques à hauteur de 500 milliards d'euros.

13 Un système fiscal plus équitable

3.1 Au plan national

- a - En intégrant toutes les rémunérations dans l'impôt sur le revenu (ex. : revenus de capitaux, rentes, etc.) et en introduisant un impôt sur la fortune.*
- b - Les gouvernements nationaux devraient assurer une distribution plus équitable des revenus par le biais d'un système fiscal progressif comme moyen d'encourager la consommation intérieure et donc de stimuler la croissance économique, de redistribuer les revenus et la richesse et de financer des politiques sociales.*

3.2 Au plan européen

- a - En déplaçant l'imposition du travail vers le capital en mettant un terme aux failles fiscales et aux paradis fiscaux, en combattant l'évasion fiscale, en examinant les ententes en matière de prix de transfert et en entravant les stratégies agressives de planification fiscale des sociétés.*
- b - Par une harmonisation européenne vers le haut de l'imposition sur les entreprises en établissant un seuil afin d'éviter le dumping social.*
- c - En établissant des règles consistantes, transparentes et contrôlables pour les normes internationales d'information financière (IFRS).*

14 S'il est vrai que la Banque centrale européenne (BCE) a réduit à plusieurs reprises les taux d'intérêt, en donnant aux banques l'accès à des liquidités abondantes et peu onéreuses pendant de longues périodes ou en achetant des obligations souveraines), le mandat de la BCE devrait inclure les éléments suivants :

- 4.1 La BCE devrait pouvoir en permanence combattre la spéculation contre les Etats de la zone euro et les marges d'intérêt élevées. Nous réclamons en conséquent un débat sur la révision de l'article 123 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), qui actuellement ne permet pas de telles mesures.*
- 4.2 Le plein emploi et une croissance économique appropriée devraient faire partie, comme à la réserve fédérale américaine, des objectifs statutaires de la BCE, au même titre que la stabilité des niveaux de prix.*

15 Le modèle social européen (dont les principaux éléments sont la protection sociale et la réglementation du marché du travail) constitue un avantage comparatif unique pour l'UE dans une industrie mondialisée et il devrait être préservé et renforcé. Il a également une fonction économique via des stabilisateurs économiques qui maintiennent les revenus et l'activité économique. Ceux-ci ont aidé les économies européennes à éviter le pire durant la récession. Le renforcement de la protection sociale est également un moyen de rétablir la confiance économique auprès des consommateurs.

16 Suppression du secteur des bas salaires en Europe par des accords collectifs et/ou la réglementation légale – par exemple sur les salaires minimum – conformément aux pratiques existantes dans chaque pays. L'UE et la Troïka doivent immédiatement arrêter leurs efforts visant à faire diminuer les salaires et les conditions de travail dans toute l'Europe ainsi que leurs attaques contre la négociation collective. Il est nécessaire de renforcer les fonds structurels et de mettre en place d'autres instruments capables d'absorber les chocs asymétriques sur l'emploi et le système social.

17 Il est impératif que la mise en œuvre des objectifs de l'Europe 2020 visant un taux d'emploi de 75 %, la lutte contre la pauvreté, la promotion de l'éducation, le développement durable et 3 % de dépenses en R&D, prime sur les objectifs du Pacte de stabilité et de croissance (politique économique, financière et monétaire restrictive) afin d'éviter un échec comme celui de la Stratégie de Lisbonne (la stratégie de croissance européenne pour 2000-2009).

- 18 Les Etats membres de l'UE devraient être encouragés à augmenter simultanément les investissements publics dans les infrastructures afin de stimuler leurs économies et éviter un ralentissement de la croissance. La recherche et le développement tant dans l'infrastructure que dans les véhicules doivent être accrus. L'infrastructure existante doit être entretenue correctement et élargie afin de répondre aux besoins de l'Europe industrielle de demain. Des financements doivent être débloqués pour les projets de recherche afin de développer une interconnexion et un lien entre les différents modes de transport en Europe.

2 Arrêter la dévaluation interne et rendre le système de gouvernance économique socialement et démocratiquement responsable

La mise en œuvre de « programmes d'ajustement » qui ont conduit à l'austérité dans certains pays avec un effet dévastateur sur les travailleurs, leur famille et la société au sens large, et la création d'un nouveau système de gouvernance économique ont été développées en parallèle.

Pour industriAll Europe, le principal objectif de la gouvernance économique européenne doit être la protection et la création de salaires et conditions de travail décentes ainsi que d'emplois sûrs sans ingérence dans les systèmes nationaux de protection sociale, de fixation des salaires et de négociations collectives.

Le raisonnement qui sous-tend les mesures récemment introduites (6-pack, 2-pack, pacte budgétaire) est un schéma politique néolibéral destiné à remplacer la dévaluation (monétaire) « externe » par une dévaluation « interne » (politique salariale et politique du marché du travail) : réductions des salaires, retraites et prestations sociales, dérégulation des marchés de l'emploi et attaques contre les droits des travailleurs. Présenté comme une réforme du « marché du travail », le nouveau système de gouvernance économique est une attaque idéologique contre les réglementations/institutions empêchant la baisse des salaires et il conduit à l'érosion du modèle social européen. En outre, d'un point de vue microéconomique, le Pacte

de stabilité et de croissance renforcé a accentué la crise économique en Europe et entraîné certains pays au bord du gouffre. De plus, nous doutons de l'efficacité économique du Pacte de stabilité et de croissance renforcé en période de faible croissance. En fait, les calculs montrent que le multiplicateur d'impact de 1 % de l'assainissement budgétaire a un effet de croissance négatif de 1,5 % à 2,5 % (en fonction du degré d'ouverture). La politique budgétaire d'austérité a imposé des baisses cumulatives de la production égales à 18 % en Grèce, 9,7 % en Espagne, 9,1 % en France et 8,4 % en Irlande. Les plans d'austérité échouent lorsque chaque pays impose des mesures d'austérité en même temps. Dans le Sud de l'Europe en particulier, l'austérité budgétaire s'est avérée très coûteuse (réduisant la production économique) et peu efficace (aucune réduction du ratio d'endettement), tout en affaiblissant la stabilité économique et politique. Les dommages économiques, sociaux et politiques de l'assainissement budgétaire excessif sont considérables, avec une économie stagnante. Les conséquences sont déjà visibles aujourd'hui : les politiques d'austérité actuelles conduisent à un taux de chômage historique, causent la perte de toute une génération de jeunes et favorisent la montée de l'euroscepticisme et du populisme. Les politiques d'austérité ont également soulevé le problème de la légitimité démocratique car une



politique budgétaire centralisée assortie à un contrôle strict des décisions afférentes aux impôts et aux dépenses de gouvernements élus démocratiquement ne peut, en fait, être mise en œuvre que par une Commission européenne élue démocratiquement.

En conséquence dans une société démocratique, l'économie reste au service du développement humain comme la finance devrait être au service de l'industrie. Le pouvoir politique régule les comportements dans l'intérêt du plus grand nombre en vue de financer les politiques publiques, et de redistribuer les richesses.

Recommandations

- 1 Il faut mettre un terme aux politiques d'austérité actuelles et les remplacer par des stratégies de croissance dynamique basées sur des visions partagées de l'avenir, encourageant les investissements directs, l'esprit d'entreprise, les exportations, l'innovation, les qualifications, l'investissement humain, les clusters entre entreprises et instituts de recherche, créant de nouvelles entreprises, garantissant la sécurité énergétique et le soutien accru des fonds structurels, etc.
- 2 La BCE doit s'efforcer de renforcer le financement de la dette souveraine ainsi que de diminuer les pénalités égales aux taux d'intérêt payées par certains pays. Les modèles et les conséquences liées à l'émission de bons par la BCE devraient être analysés. Nous appelons la BCE à jouer le rôle du financier du 'dernier recours'.
- 3 La relance de l'économie européenne nécessite un meilleur partage des charges entre les pays « en déficit » et « en excédent » (comptes courants) (ajustement symétrique), ce qui requiert une relance de la demande intérieure (privée et publique), notamment dans les pays en excédent. Cela signifie également que les Etats membres dont les déficits sont réduits devraient pouvoir utiliser tout l'espace budgétaire dont ils disposent pour relancer leurs économies.
- 4 Les investissements publics doivent être exemptés des objectifs budgétaires du Pacte de stabilité et de croissance.
- 5 Etant donné que la Commission n'a pas de compétence concernant la formation des salaires, les politiques du marché du travail ou la négociation collective (Art.153 du TFUE), elle devrait s'abstenir d'imposer des recommandations sur ces questions. En outre, les mesures imposées par la Troïka aux pays en difficulté ne reposant sur aucune base légale, ces activités devraient être stoppées et remplacées par un mécanisme de coordination contrôlé démocratiquement.
- 6 Introduire une procédure de déséquilibres sociaux : création et respect des indicateurs sociaux structurels afin de garantir que la gouvernance économique évalue (et traite) également l'impact social des politiques et la nécessité de conserver un État providence fonctionnant correctement.

- » Intégrer le dialogue social à tous les stades de la gouvernance économique (y compris la conception du système, l'examen annuel de la croissance, le Semestre européen, les recommandations par pays). Il faut donner aux partenaires sociaux une influence efficace sur la prise de décisions concernant des sujets appartenant à leurs domaines de compétence. Cela devrait conduire à des politiques plus équilibrées mettant davantage l'accent sur les demandes des syndicats (ex : suppression du travail précaire).
- » La part des salaires dans la valeur ajoutée tend à baisser dans la majorité des pays alors que la part des revenus du capital augmente. Cette situation requiert un renforcement et une surveillance accrue de la Règle de coordination salariale d'industriAll Europe afin de garantir que les évolutions de salaires sont conformes aux augmentations de prix et de productivité.
- » Mieux coordonner les politiques sociales et les politiques de l'emploi, par exemple par l'échange de bonnes pratiques, en fixant des objectifs communs et en entreprenant des actions conjointes. Un moyen d'y parvenir serait par exemple d'initier des programmes pour l'innovation en milieu de travail et d'évaluer les bonnes pratiques d'entreprises qui améliorent leur productivité et leurs capacités d'innovation en utilisant les talents de leurs équipes et en collaborant avec d'autres entreprises et centres de connaissances.

3 Développer la négociation collective, le dialogue social et la dimension sociale de la politique industrielle

La politique industrielle devrait avoir un puissant pilier social car les entreprises et les lieux de travail évoluent rapidement en raison des percées technologiques, de la mondialisation, de la désintégration des chaînes d'approvisionnement et des transitions environnementales. L'UE ne pourra développer des activités industrielles sophistiquées et à haute valeur ajoutée uniquement grâce à une forte cohésion économique et sociale. La politique industrielle doit donc être complétée par des politiques sociales destinées à accompagner le changement structurel. Le changement doit être mieux anticipé et géré afin d'éviter les effets négatifs du changement sur les travailleurs et l'emploi. La dimension sociale et le dialogue social offrent un avantage compétitif créant une confiance mutuelle, une stabilité, une sécurité, une adaptabilité, une coopération, une main d'œuvre hautement qualifiée et des pratiques innovantes en milieu de travail dans les industries européennes. En outre, les efforts déployés en matière de formation et de reconversion devraient

être intensifiés et viser à offrir aux salariés un emploi équivalent (en termes de rémunération, de valeur ajoutée et de qualité). Sinon, le risque est grand de voir non seulement les travailleurs concernés s'appauvrir, mais aussi l'ensemble de la société (en raison du transfert de travailleurs industriels vers les secteurs des services comme la logistique, le nettoyage ou le tourisme, qui offrent des salaires beaucoup plus bas et une plus faible valeur ajoutée).

Le dialogue social européen est une nécessité pour le déploiement efficace des politiques industrielles et le rééquilibrage des économies qui souffrent encore de la crise et de la désindustrialisation dans la périphérie de l'UE en raison de chocs asymétriques. Une telle dimension est nécessaire pour légitimer des politiques visant une cohésion sociale et le développement d'une structure industrielle qui combine l'innovation dans de nouveaux secteurs et des activités avec ré-industrialisation.

Recommandations

- ›1 Une plus forte institutionnalisation de la responsabilité sociale des entreprises doit constituer un contrepoids nécessaire aux stratégies d'entreprise qui ne sont inspirées que par leurs résultats trimestriels. Cela renforcera l'avenir à long terme des entreprises et suppose un véritable dialogue social avec les travailleurs et d'autres partenaires.
- ›2 Sans l'implication et l'engagement des travailleurs, les transitions majeures risquent d'échouer. Le dialogue social devrait donc aller au-delà d'une simple discussion sur les salaires et les conditions de travail. Le rôle des syndicats n'est pas seulement d'accompagner les processus de restructuration mais aussi de contribuer à l'élaboration des futures stratégies d'entreprise, à l'innovation participative des travailleurs, au développement des compétences de la main-d'œuvre et à l'introduction de nouveaux modèles d'organisation. Par conséquent, le démantèlement actuel du dialogue social et du modèle social européen devrait être arrêté et la démocratisation du lieu de travail devrait être étendue. Un dialogue social de qualité passera aussi par davantage de synergies entre ses différents niveaux - interprofessionnel-sectoriel-entreprise - et une meilleure coordination de ces mêmes niveaux.
- ›3 Il faut encourager les politiques du marché du travail actives qui offrent une protection de l'emploi, des formations professionnelles pour tous (y compris les travailleurs non qualifiés), des opportunités d'emploi, des gardes d'enfants à des prix abordables et une égalité des chances pour tous, tout en évitant les divisions entre « travailleurs intégrés » et « exclus » sur le marché du travail.
- ›4 Les compétences sont le moteur essentiel de la croissance et des emplois car elles constituent les fondements de l'innovation et de la valeur ajoutée. La gestion socialement acceptable du changement devrait assurer le reclassement et une transition socialement équitable pour les travailleurs dont les emplois sont menacés à la suite d'une restructuration industrielle. Par conséquent, la politique industrielle devrait contribuer à une transition proactive, douce d'un emploi vers un autre via :
 - a - L'anticipation en temps voulu de l'emploi et des compétences et la recherche de solutions pour les déficits et les pénuries de compétences émergentes. A cet égard, les Conseils sectoriels des compétences et la création d'instituts sectoriels de formation devraient être encouragés.*
 - b - Un droit individuel à la formation pour chaque travailleur.*
 - c - La promotion de l'apprentissage tout au long de la vie.*
 - d - Une combinaison du chômage partiel (kurzarbeit) avec une formation.*
 - e - L'extension des compétences du Fonds européen d'ajustement à la mondialisation afin d'améliorer les compétences des travailleurs dans les secteurs/chaînes d'approvisionnement qui souffrent de l'externalisation et de la concurrence internationale.*
 - f - La création de systèmes de transfert entre l'éducation et l'industrie : systèmes de double formation et apprentissages répondant à des normes de qualité élevées pour les jeunes.*
- ›5 La disparition progressive du travail répétitif en usine devrait inciter à investir dans l'innovation sociale en mettant l'accent sur les compétences, la créativité, l'autonomie, l'organisation novatrice du travail et les emplois décents, de grande qualité.
- ›6 Etant donné que les droits des travailleurs font l'objet d'attaques permanentes à cause de la crise financière et des recommandations européennes imposées aux Etats membres, la lutte contre le dumping social et le travail précaire doit être intensifiée :

- a - Respect de la souveraineté des partenaires sociaux.*
- b - Salaire égal pour tous les travailleurs du même lieu de travail.*
- c - Rémunération et modalités de protection sociale équitables pour les stagiaires et apprentis.*
- d - Respect des conventions collectives et élargissement de leurs taux de couverture.*
- e - Pas de nouveau démantèlement de la législation nationale du travail.*
- f - Limiter à un minimum absolu la part de contrats d'emploi flexibles tels que le travail à durée déterminée ou le travail intérimaire.*
- g - Introduction de moyens de réglementation suffisants concernant le télétravail.*

- 17 L'organisation de l'entreprise élargie et la logique de « chaîne de valeur » créent des dépendances plus ou moins fortes des filiales, par rapport à la maison mère, et des sous-traitants, par rapport au donneur d'ordre, parfois en cascade du premier au *nième* rang. Cette structuration économique peut créer une fragilité des plus dépendants, selon que la coopération est plus ou moins forte entre entreprise au sein de la chaîne de valeur. Elle engendre aussi souvent des inégalités sociales de traitement des salariés, selon la position de leur employeur dans cette chaîne de valeur. La négociation collective doit permettre de corriger ces inégalités et de favoriser une grande coopération entre les acteurs de la même filière pour garantir leur solidité.

4 Assainir le secteur bancaire afin de rétablir l'accès au financement

Il reste beaucoup à faire pour ramener le secteur financier à ses fondements : générer des investissements productifs dans l'économie réelle à partir de l'épargne. Aujourd'hui, le secteur financier reste très fragile et la crise financière continue de miner l'accès au financement. Les banques de la zone euro ont resserré leurs normes de crédit en raison de leurs perceptions du risque et de la faiblesse des bilans. Cette situation a conduit à des volumes de prêt

restreints et des taux d'intérêt élevés (en dépit du taux d'intérêt historiquement bas de la BCE), en particulier pour les petites et moyennes entreprises (PME), qui dépendent le plus du crédit bancaire. Pour surmonter la crise du crédit, il faut rétablir la confiance et la solvabilité dans le secteur bancaire européen. La première priorité est donc de remettre en place un système financier totalement fonctionnel.

Recommandations

- 11 Renforcer la solidité du secteur bancaire de l'UE grâce à Bâle III et au Mécanisme européen de stabilité (MES) tout en empêchant les exigences plus strictes en matière de capital d'avoir un impact négatif sur les prêts à l'investissement.
- 12 Créer rapidement une union bancaire afin d'échapper aux risques bancaires, briser le lien mortel entre la double exposition aux dettes bancaires et aux dettes publiques, et de mettre fin à la garantie implicite de renflouement par les gouvernements.
- 13 Créer des marchés de capitaux fonctionnant mieux, y compris la mise à disposition de capital-risque à tous les stades de développement des entreprises (accès au capital risque pour les start-up), développer des réseaux d'investisseurs providentiels (business angels), des garanties publiques pour les investissements productifs, utiliser

des microcrédits afin d'encourager l'esprit d'entreprise et la création de banques publiques ou coopératives.

- 4 Renforcer/créer des fonds d'investissement (semi-) publics chargés de relayer un secteur bancaire privé défaillant. Les gouvernements devraient particulièrement mettre l'accent sur des domaines tels que : l'introduction de nouvelles innovations sur le marché, les technologies durables, l'écologisation de l'économie, les projets avec une longue période de remboursement, la modernisation de l'infrastructure (y compris la régénération des friches industrielles ou le développement durable et coordonné de sites industriels).
- 5 Etablir des partenariats industriels public-privé avec un contrôle public et entièrement transparents comme moyen de soutenir l'industrie et non comme moyen de la privatiser.
- 6 Introduire une Taxe sur les transactions financières (TTF) aussi large que possible - même mondiale - en tant qu'un des outils de maîtrise de la spéculation et du capitalisme financier.
- 7 Séparer totalement les services bancaires de détail d'une part et les services bancaires d'investissement et la négociation pour compte propre d'autre part.
- 8 Le manque de transparence et de responsabilisation dans le secteur financier a eu des effets particulièrement délétères. Des règles doivent être mises en place afin de rétablir les fonctions de base du secteur bancaire : collecter et protéger l'épargne, garantir les liquidités et offrir des crédits pour les investissements. Il faut s'attaquer au comportement irresponsable dans le secteur financier par une surveillance accrue, des règles améliorées en matière de gouvernance des sociétés, de nouveaux systèmes de rémunération du management et l'éradication de la nouvelle poussée du secteur bancaire « caché » (grâce à une reprise des opérations à court terme et l'utilisation de Véhicules à usage spécial pour les activités spéculatives).
- 9 Soutenir la création de coopératives et d'autres organisations mutuelles par une coopération efficace et effective entre les institutions européennes et l'industrie. De telles structures devraient évaluer les chaînes de valeur existantes entre des entreprises européennes de différente taille, promouvoir la consolidation et l'application du tissu industriel de l'Europe et créer des bases solides pour la durabilité future.
- 10 Soutenir la suppression de paradis fiscaux.

5 Examiner les synergies entre la politique industrielle et la politique environnementale et créer de nouveaux emplois verts

D'une part, la politique industrielle devra intégrer les objectifs du développement durable, et, d'autre part, la politique environnementale ne devra pas seulement être réactive et correcte pour

les conséquences environnementales de la croissance économique. Le fait que la durabilité soit au centre des préoccupations semble indiquer que les normes environnementales ne sont

plus considérées comme un obstacle à un secteur manufacturier compétitif mais comme des moteurs potentiels de croissance. Par conséquent, les défis environnementaux devraient être transposés en politique de l'emploi et en opportunités économiques, les synergies entre la politique environnementale, la politique de l'emploi et la politique industrielle devraient être examinées, la réglementation environnementale et l'évolution technologique devraient se renforcer mutuellement. La politique de développement durable pourrait ainsi être convertie en plans et projets d'action industriels pour fonctionner en circuit fermé (principe du berceau au berceau).



Les potentiels d'emploi sont importants. La Commission européenne estime que les secteurs des énergies renouvelables

pourraient créer 3 millions d'emplois d'ici 2020, alors que l'amélioration de l'efficacité énergétique pourrait se traduire par 2 millions d'emplois supplémentaires. En outre, une utilisation plus efficace des ressources a le potentiel de générer 2,8 millions d'emplois additionnels (dans le recyclage et la gestion des déchets).

L'Europe est déjà à l'avant-garde dans les technologies durables et devrait bénéficier de la demande croissante d'écotechnologies et de produits et services plus durables. La durabilité sociale dans toute la chaîne de production crée un environnement plus productif et innovant, ce qui est impératif pour la création d'une industrie compétitive. C'est pourquoi industriAll Europe - qui couvre des secteurs clés dans le développement des systèmes, la production des équipements et la réalisation des avancées technologiques pour une société et une économie plus durables - estime qu'investir dans le passage à une économie durable peut permettre d'atteindre l'objectif de 20 % (part de l'industrie dans la valeur ajoutée totale) fixé dans la Communication de la Commission européenne sur la politique industrielle d'octobre 2011, tout en contribuant en même temps aux objectifs de la stratégie UE2020 en matière d'emploi.

Recommandations

- ❶ Un accord international sur le changement climatique en 2015 est une nécessité absolue. Pour industriAll Europe, l'argument selon lequel l'UE ne représente que 11 % des émissions de gaz à effet de serre (GES) ne peut servir d'excuse à l'inertie. Nous saluons les efforts mondiaux visant à réduire les émissions et appelons les gouvernements et la Commission européenne à travailler activement afin d'arriver à un accord mondial et contraignant sur le climat.
- ❷ Développer la boîte à outils pour une politique industrielle durable. La conception de produit portant sur le cycle de vie et la croissance économique ne peuvent plus être considérées comme des obstacles à un secteur manufacturier compétitif mais comme des moteurs potentiels de croissance. Par conséquent, de nouvelles stratégies industrielles en faveur du maintien et de l'amélioration durable de l'infrastructure industrielle de l'Europe doivent être élaborées pour tous les secteurs d'activité. Une politique industrielle proactive et intégrée requiert un ensemble amélioré d'instruments permettant de relever les défis d'une économie bas carbone. Sont nécessaires :
 - a - Des cadres politiques et des programmes d'action globaux tels que le Paquet Energie-Climat de l'UE ou la Feuille de route pour une Europe efficace dans l'utilisation des ressources et pour la mutation structurelle qui en découle.

- b - Une réglementation douce et dure : législation, accords entre producteurs, consommateurs et gouvernements, et codes de conduite.*
 - c - Des instruments qui internalisent les frais externes : taxation et fixation du prix des émissions.*
 - d - Une diffusion des meilleures technologies disponibles pour atténuer l'intensité des GES : standards, normes et références qui définissent et gèrent des activités industrielles, les difficultés et développements au sein de différents secteurs. Des évaluations d'un point de vue sectoriel sont nécessaires et devraient être renforcées par des actions horizontales.*
 - e - Des politiques et instruments qui encouragent une production et consommation durable : écolabels, labels énergétiques, innovation et promotion des écotechnologies, efficacité matérielle, systèmes de gestion de l'environnement et promotion de la réflexion axée sur le cycle de vie.*
- 13 Bien que l'UE soit en passe d'atteindre son objectif de réduction des GES pour 2020, il faudra en faire beaucoup plus pour atteindre l'objectif relatif à l'efficacité énergétique. Viser des objectifs ambitieux en termes d'émissions à l'horizon 2030 et au-delà devrait conduire à introduire des normes environnementales dans le commerce international, permettant d'ouvrir la voie à une transition juste tout en essayant d'éviter les impacts négatifs que des effets asymétriques pourraient avoir sur différents Etats membres.
 - 14 La politique européenne en matière de changement climatique devrait avoir une orientation mondiale pour garantir que toutes les industries au plan mondial améliorent en permanence leur performance et leur responsabilité environnementales tout en préservant la compétitivité internationale et évitant la fuite de carbone.
 - 15 Etendre les règles d'achats écologiques et sociaux pour les offres publiques.
 - 16 Etendre le champ d'application de la directive sur l'écoconception - qui encourage la réflexion axée sur le cycle de vie et l'utilisation efficace des ressources dans la conception de produits liés à l'énergie - aux produits non liés à l'énergie.
 - 17 Exploiter le vaste potentiel d'amélioration de la gestion des déchets dans l'UE - actuellement, dans de nombreux Etats membres, plus de 75 % des déchets partent en décharge ou à l'incinération - afin de réduire la dépendance à l'égard des importations de matières premières (« mines urbaines ») et de créer de nouveaux emplois tout en réduisant l'impact environnemental des déchets. Pour transformer les déchets en une ressource, il faut respecter le principe des 3 R : réduire, réutiliser et recycler. D'autres politiques doivent être axées sur l'éradication des décharges, le soutien au recyclage de haute qualité, l'arrêt des expéditions illégales de déchets et le développement des marchés de matières premières secondaires.
 - 18 Accroître l'innovation afin d'améliorer l'utilisation efficace des ressources et l'efficacité énergétique est une nécessité dans le contexte de l'augmentation du prix, de la pénurie et de l'insécurité de l'approvisionnement des ressources. A cet égard, les recettes issues du système communautaire d'échange de quotas d'émission (SCEQE) devraient être utilisées pour soutenir les secteurs industriels en transformation et pour financer la recherche, le développement et l'innovation (RDI) dans les technologies bas carbone.
 - 19 Soutenir la dimension du développement durable dans les entreprises. Les entreprises sont au cœur de la transformation durable de l'industrie. Les modèles d'entreprise durable basés sur l'utilisation efficace des ressources et l'efficacité énergétique, l'implication des travailleurs, l'innovation et les visions à long terme amélioreront la résilience des entreprises européennes. Un grand nombre d'instruments en faveur de celle-ci ont été élaborés au cours des années. Ils méritent d'être renforcés : systèmes de

gestion de l'environnement, politique intégrée des produits (une politique intégrée des produits examine tous les stades du processus de production et tente de réduire l'impact environnemental là où cela peut se faire avec le plus d'efficacité), objectifs fixés avec les gouvernements afin d'améliorer l'efficacité énergétique et les rapports de durabilité. Les entreprises devraient aussi être encouragées à assumer leur responsabilité sociale et environnementale tout au long de la chaîne d'approvisionnement.

- 10 Une réglementation en matière de climat/d'énergie/d'environnement ne doit pas conduire à une dégradation économique d'Etats membres ou de régions en particulier. Les économies nationales diffèrent et les conditions spécifiques des Etats membres devraient être prises en compte lors de l'élaboration des politiques de l'UE.

6 Soutenir l'économie de la connaissance en tant que principal moteur de la politique industrielle

La connaissance est aujourd'hui la principale source de valeur ajoutée. Selon l'indice Bloomberg de l'Innovation, 6 des 10 pays les plus innovants dans le monde sont des pays de l'UE : le Danemark, la France, la Finlande, l'Autriche, l'Allemagne et la Suède. Cette situation souligne le fait que l'UE possède déjà des atouts importants en termes d'innovation. Etant donné que l'UE n'est pas en mesure d'être concurrentielle sur la main-d'œuvre bon marché, l'énergie ou les ressources, l'investissement dans la connaissance est une nécessité absolue pour le maintien de

l'activité industrielle. L'innovation, la R&D et la formation sont devenues des clés de voûte de la politique industrielle. En outre, le passage à un modèle de croissance durable, fondé sur la connaissance, crée de nouvelles opportunités de croissance. Par conséquent, nos politiques d'innovation doivent être renforcées et mettre l'accent sur le développement des compétences, les organisations capables de s'adapter et apprenantes, les nouvelles infrastructures d'innovation, les normes évolutives, les marchés publics innovants et la diffusion de la connaissance.

Recommandations

- 1 Viser l'objectif de Barcelone d'investir 3 % du PIB dans la R&D. En outre, l'objectif de Barcelone devrait être complété par des objectifs plus qualitatifs : une utilisation plus efficace des ressources financières, un système de recherche européen plus efficace avec moins de chevauchements et une meilleure coordination des efforts, la création d'une masse critique suffisante, etc.
- 2 Développer une nouvelle compréhension, plus vaste, de l'innovation qui ne place pas sur un même pied la capacité d'innovation et l'excellence dans la R&D. En Europe, nous avons besoin de mieux connaître les politiques d'innovation telles que :
- a - Le développement de clusters d'innovation entre les grandes entreprises, les PME, les universités et les instituts de recherche*
 - b - La distribution équitable de revenus des licences*
 - c - La création de systèmes efficaces de diffusion des connaissances*
 - d - Le renforcement de la capacité d'absorption pour l'innovation dans les entreprises (la capacité d'une entreprise à traduire des informations externes en de nouveaux produits ou processus innovants)*

- e - Le développement des aspects non-technologiques de l'innovation : de nouveaux concepts pour la logistique ou le marketing, de nouveaux modèles commerciaux, l'innovation en milieu de travail, l'innovation en matière de modèles d'entreprise, la conception de produits et la qualité du produit*
- f - La reconnaissance de l'importance des connaissances informelles (le « savoir-faire » ou la connaissance collective aboutissant à des innovations marginales par les travailleurs de l'usine) et l'élaboration de stratégies destinées à préserver et transmettre les compétences des travailleurs plus âgés*
- g - Une meilleure coordination entre le système d'innovation, le tissu industriel, le système éducatif et les marchés du travail*

- 13 Développer de grands partenariats public-privé à long terme en faveur de l'élaboration de nouvelles technologies, de chaînes ou réseaux innovants et de nouveaux marchés (ex. : les initiatives technologiques européennes conjointes et des partenariats public-privé tels que l'Initiative européenne en faveur des voitures vertes, les Bâtiments économes en énergie, l'Initiative sur les piles à combustible et l'hydrogène, les Bio-industries, les Composants et systèmes électroniques).
- 14 Les régions devraient élaborer des stratégies de « spécialisation intelligente » dans la recherche et l'innovation. Ces dernières devraient permettre aux régions d'élaborer des politiques cohérentes afin de faire face aux défis sociétaux, de renforcer les infrastructures de recherche et de soutenir leur développement industriel et économique.
- 15 Le développement et le déploiement industriel des TCG (Technologies clés génériques) est indispensable pour maîtriser les défis sociétaux, moderniser la base industrielle de l'Europe et être à la pointe des évolutions technologiques. En effet, des technologies clés génériques telles que la biotechnologie (dans le domaine industriel, médical, agricole), la nanoélectronique (les semi-conducteurs de la prochaine génération), les nanomatériaux (à utiliser dans les écrans tactiles, les détecteurs, les piles à combustible, etc.), les matériaux ultralégers évolués (fibres de carbone, composites, électronique souple, graphène pour le stockage de l'énergie), et la photonique (technologies légères telles que les lasers, DEL, fibres optiques), joueront un rôle important dans la transition vers une économie durable, basée sur la connaissance, et sont un élément clé pour pérenniser les activités industrielles en Europe. Ceci sera possible sous réserve de trouver le bon format organisationnel pour que ces TCG livrent tout leur potentiel et sous réserve que les travailleurs participent à leur développement en recevant une formation adéquate et opportune dans un cadre approprié du dialogue social. Par conséquent, industriAll Europe soutient pleinement la mise en œuvre rapide de la « Stratégie européenne pour les technologies clés génériques - une passerelle vers la croissance et l'emploi ».
- 16 Mieux reconnaître l'importance stratégique de la normalisation dynamique afin de soutenir l'utilisation et le développement de nouveaux produits et technologies.
- 17 Définir un cadre pour la mise en œuvre responsable des droits de propriété industrielle, qui protège les innovateurs mais n'outrepasse pas les libertés civiles.
- 18 S'engager plus fermement en faveur de la promotion des domaines des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques (STEM).



7 Renforcer le rôle des secteurs industriels traditionnels

La fabrication et notamment le travail à haute valeur ajoutée doivent être maintenus dans toute l'Europe. Les nouvelles technologies ont aussi le potentiel d'alimenter l'innovation dans le vaste éventail des structures industrielles existantes. De nombreux « secteurs traditionnels » ont déjà montré une grande capacité à innover (ex : acier, métaux non ferreux, produits chimiques, voitures, construction navale, etc.) et/ou présentent des avantages comparatifs qui devraient

être pleinement exploités. On aurait donc tort de concentrer uniquement les politiques sur les nouvelles activités de haute technologie. Il convient dès lors d'appliquer une politique axée sur le renforcement permanent du potentiel d'innovation et de leur lien vers les industries clés. Il s'agit d'un processus de transition graduelle vers un nouveau paradigme industriel innovant basé sur les structures industrielles existantes en Europe.

Recommandations

La capacité d'innovation des activités de fabrication établies et la modernisation des infrastructures existantes devraient donc être soutenues par des actions visant à :

- 11 Développer des concepts de fabrication avancée dans des chaînes d'approvisionnement sophistiquées, qui accordent une attention toute particulière au développement des compétences et à l'organisation moderne du travail, et qui utilisent des technologies de fabrication de pointe et offrent des solutions personnalisées au lieu de produits de masse standardisés. Ils sont basés sur une infrastructure industrielle, technologique et sociale moderne, composés de réseaux intelligents, de sites industriels durables et d'un puissant système d'innovation et ils sont axés sur la recherche de solutions aux grands défis sociétaux.
- 12 Les usines de demain doivent être construites sur la base et les compétences des industries traditionnelles et existantes de l'Europe, par ex. : cellules photovoltaïques issues de la production de silicium ; énergie éolienne offshore issue du forage en mer pour le pétrole et le gaz et de l'ingénierie maritime ; produits avancés à partir de pâte à papier et papier ; biocarburants de la troisième génération ; nanomatériaux issus de la production chimique. Sans elles, une production durable n'est pas réalisable. D'importantes réductions d'émissions et des gains en efficacité et productivité peuvent également être réalisés en encourageant les clusters industriels, comme la réutilisation de l'énergie des déchets provenant des processus industriels et la valorisation des déchets industriels pour la production de biocarburants.
- 13 Encourager le développement d'une organisation de la fabrication orientée sur l'homme, qui stimule les salariés à développer un esprit novateur, qui est ouvert et capable de s'adapter, tout en soutenant et améliorant la sécurité, la santé et le bien-être des hommes. Elle devrait aussi avoir la capacité de coopérer dans une chaîne d'approvisionnement et de collaborer avec des centres de connaissances.
- 14 Intégrer les technologies de l'information dans le processus de production et l'organisation commerciale.
- 15 Créer de la valeur ajoutée aux stades non directement productifs de la chaîne

d'approvisionnement : conception du produit, ingénierie, logistique, marketing, logiciels, services après-vente.

- 16 Produire dans des usines zéro-émission et zéro-déchet à grande efficacité en termes d'énergie et de matières premières et utilisant de nouveaux matériaux (renouvelables). Soutenir la R&D afin de développer des substituts aux matières premières, d'améliorer leur efficacité et d'encourager le recyclage.
- 17 Développer des services liés au produit et à l'industrie. L'UE devrait affecter une part plus importante des fonds du développement régional à l'amélioration du transport, des télécommunications et de l'infrastructure énergétique dans les pays durement touchés par la crise.

8 Maximiser les bienfaits sociétaux et économiques des technologies de l'information

Les technologies de l'information et de la communication (TIC) représentent déjà 6 % du PIB et un cinquième des dépenses privées de R&D. L'emploi dans le secteur des services TIC augmente en moyenne de 3 % par an et le secteur représente un quart de l'ensemble de la R&D privée. La Commission européenne prévoit une pénurie de 700 000 spécialistes des TIC d'ici 2015. La technologie dans le secteur évolue rapidement (avec Internet, les réseaux sociaux et le cloud computing comme dernières grandes tendances), et le secteur a eu un puissant impact sur la plupart des autres secteurs économiques. Le secteur des TIC contribue également à améliorer la qualité de vie et les objectifs du développement durable : dématérialisation de la production (flux d'information au lieu de flux de matériaux

ou mouvements physiques), amélioration de l'environnement grâce à l'éco-monitoring, réduction de la consommation d'énergie, meilleure organisation des systèmes de transport, accès plus aisé aux services publics grâce à l'e-gouvernement et aux nouvelles percées dans les soins de santé. Néanmoins, par rapport aux États-Unis, l'UE se spécialise moins dans les secteurs des TIC, elle accuse un retard dans les investissements privés en R&D dans les TIC et manque d'innovateurs de premier plan tels que Google, Apple ou Amazon. De plus, l'UE est davantage spécialisée dans les secteurs TIC traditionnels tels que les télécoms plutôt que dans les nouveaux secteurs tels que le Web 2.0, les DELO, le papier électronique, les étiquettes RFID, la conception de semi-conducteurs, les jeux ou la robotique.

Recommandations

- 11 Mettre en œuvre la nouvelle stratégie numérique de la Commission : création du marché numérique unique, large bande, normalisation, etc.
- 12 Démultiplier la force de croissance des nouveaux secteurs TIC.
- 13 Edifier des écosystèmes TIC rassemblant la recherche, l'infrastructure, les compétences, le capital à risque, les PME sophistiquées et les entreprises leaders.

- ›4 Développer l'utilisation de l'électronique pour relever les défis sociétaux d'aujourd'hui : améliorer la culture numérique, l'e-santé, l'e-Gouvernement, les systèmes de transport intelligents, les réseaux intelligents, etc.
- ›5 Recréer le secteur européen de l'électronique en élaborant une stratégie européenne coordonnée afin de réduire la fragmentation et les chevauchements et en restaurant la capacité de concevoir et fabriquer des composants électroniques (ex. : la Stratégie électronique européenne qui vise à mobiliser 100 milliards d'euros pour des investissements et créer 250 000 nouveaux emplois directs).
- ›6 Mettre à niveau les compétences, ce qui est vital pour le développement des TIC et combler d'urgence les pénuries de compétences dans le secteur.

9 La politique industrielle doit traiter l'aspect de la demande

L'UE est généralement perçue comme moins efficace pour transmettre au marché les résultats de la recherche, tandis que la politique industrielle a trop longtemps négligé l'aspect de la demande. Bien que la recherche et l'innovation soient essentielles, elles ne suffisent pas à une industrie manufacturière performante. La liste des exemples de produits et technologies qui sont développés en Europe mais produits ailleurs est impressionnante : produits électroniques tels que semi-

conducteurs, cartes contrôleur et cartes sans fil, PC, semi-conducteurs, écrans tactiles, robotique, jeux interactifs, piles rechargeables, téléphones mobiles et autres appareils portatifs, DEL, DVD. Outre la R&D, il est important de créer les conditions nécessaires à des introductions réussies sur le marché : des réglementations et des normes qui définissent les marchés, offrent la sécurité aux producteurs et co-évoluent avec la technologie.

Recommandations

- ›1 Renforcer les achats publics (actuellement 18 % du PIB européen !) en tant qu'outil de lancement de produits et services innovants/durables et moteurs du développement de nouveaux marchés hauts de gamme.
- ›2 Développer des marchés pilotes qui élaborent des feuilles de route spécifiques au marché et des instruments politiques axés sur la demande dans les cas où les marchés ne sont pas suffisamment « mûrs » pour absorber de nouveaux produits et services innovants. En développant des marchés pilotes, les gouvernements cherchent à créer les conditions favorables à une introduction réussie des innovations sur le marché, y compris la réglementation, la normalisation, les campagnes et d'autres mesures de soutien.
- ›3 Investir dans la traversée de la « Vallée de la mort » entre la recherche fondamentale et la commercialisation, dans laquelle de nombreuses innovations restent engluées avant d'atteindre la maturité commerciale. Cette vallée apparaît lorsque les fonds de recherche manquent et qu'il n'y a plus d'argent pour franchir les dernières étapes onéreuses (production initiale, prototypes, trouver des solutions pour les dernières imperfections, prouver que la technologie fonctionne réellement).

10 Lutter pour une énergie durable, abordable et sûre

La politique énergétique et la politique industrielle sont étroitement liées et devraient se compléter afin de mettre en œuvre la transition vers une nouvelle étape de développement des paradigmes industriels basés sur une production durable et écologiquement efficace.

Alors que dans certains secteurs, les coûts de l'énergie dépassent largement les coûts de la main-d'œuvre, la politique énergétique de l'UE doit permettre à l'Europe de respecter ses obligations climatiques et de découpler la croissance économique de la consommation d'énergie, tout en essayant en même temps de contenir la forte augmentation des factures énergétiques. Mais les producteurs de métaux, de ciment, de verre, de produits chimiques et d'autres matériaux de base ne peuvent répercuter les coûts énergétiques élevés sur les utilisateurs finaux parce que les prix sont fixés au plan international. Par conséquent, les producteurs de pays tiers, où les prix de l'électricité sont sensiblement inférieurs à ceux de l'UE, bénéficient d'un avantage concurrentiel. La situation des secteurs européens énergivores s'est aggravée en raison de l'essor du gaz de schiste aux Etats-Unis, avec pour conséquence un prix de l'électricité dans l'UE aujourd'hui deux fois plus élevé qu'aux Etats-Unis et un prix du gaz même trois fois plus élevé, ce qui stimule les exportations américaines de produits énergivores et soutient la

ré-industrialisation aux Etats-Unis. Cette situation multidimensionnelle présente de graves risques de délocalisation ou de fuite de carbone, ce qui conduit à une dépendance croissante à l'égard des importations. Le défi pour la politique énergétique est donc multiple : essayer de maintenir la compétitivité de l'économie européenne, en particulier celle des industries énergivores, assurer la position de l'Europe à la pointe des technologies énergétiques et atteindre nos objectifs climatiques. Il est clair que la politique énergétique est devenue le talon d'Achille de la politique industrielle de l'Europe.

Des formes plus propres de production d'énergie créeront de nouveaux marchés de croissance et conduiront à de nouveaux emplois de grande qualité dans un grand nombre de secteurs de l'industrie (en raison d'une plus forte intensité dans l'utilisation des énergies renouvelables, ou d'activités liées à l'efficacité énergétique). Cette évolution doit être étayée par une politique industrielle active destinée à maintenir et encourager le leadership mondial européen dans les technologies climatiques.

IndustriAll Europe est convaincue que l'augmentation de la productivité énergétique (apport d'énergie par unité de production) contribuera à la durabilité et la compétitivité de l'industrie, donnera à l'industrie européenne les avantages dévolus au premier arrivant et créera de nouveaux emplois dans le domaine des services énergétiques.

Pour IndustriAll Europe, une politique énergétique détaillée devrait néanmoins être basée sur des objectifs à long terme qui sont technologiquement et économiquement réalisables et sur un cadre réglementaire capable de remplir les engagements en matière de changement climatique, de prix de l'énergie abordables et de sécurité d'approvisionnement.



Recommandations

- »1 Des prix de l'énergie compétitifs revêtent une importance capitale pour préserver la compétitivité de l'industrie européenne. Etant donné que les marchés de l'énergie restent très concentrés dans de nombreux Etats membres, une réévaluation de la stratégie de la Commission sur la libéralisation des marchés de l'énergie est nécessaire. Pour que le marché intérieur de l'énergie fonctionne réellement, il faut plus de transparence et le secteur public doit jouer un rôle accru. Un marché unique de l'énergie ne devrait pas être créé avant que les infrastructures énergétiques aient atteint des niveaux comparables en termes de technologie et de capacité.
- »2 L'approvisionnement à long terme en électricité devrait être assuré par la planification des capacités de l'UE, le lancement de nouveaux projets énergétiques majeurs, des investissements destinés à améliorer l'infrastructure énergétique obsolète, le déploiement de réseaux intelligents (afin d'intégrer l'énergie renouvelable dans la chaîne d'approvisionnement), une meilleure interconnexion et une plus grande diversification des voies d'approvisionnement en énergie afin de garantir et d'améliorer l'approvisionnement en énergie.
- »3 Des visions et des objectifs conjoints (tels que la maison passive, la voiture propre, la promotion des systèmes de transport public ou la production de métaux écologiques), des stratégies politiques intégrées (ex : marchés pilotes et achats publics verts), des réglementations (sur l'écoconception, l'étiquetage énergétique) qui devraient soutenir l'introduction sur le marché et l'acceptation des technologies efficaces en énergie.
- »4 Investir dans de nouvelles technologies énergétiques, plus nombreuses, notamment les sources d'énergies renouvelables devraient être une priorité stratégique pour l'UE (ex : la mise en œuvre du Plan stratégique européen pour les technologies énergétiques). A cet égard, il faudra encore investir dans les carburants et technologies passerelle, par ex. les technologies modernes de combustion très efficaces, utilisées au cours de la longue période de transition de l'énergie fossile à l'énergie renouvelable.
- »5 L'UE devrait prôner un accord international sur l'échange des quotas d'émission, qui encourage un marché mondial du carbone avec la participation la plus large, afin de mettre en place des règles du jeu équitables entre les industries au sein de l'UE et celles hors UE.
- »6 Des accords sectoriels mondiaux de réduction des émissions de CO₂ dans les secteurs énergivores sont hautement souhaitables.
- »7 L'avenir des secteurs énergivores de l'Europe, tels que les métaux ferreux et non ferreux, les produits chimiques, le papier, la pâte à papier ou des processus similaires devrait être préservé en traitant la question de la fuite de carbone. Il devrait y avoir un examen de l'introduction de mécanismes d'ajustement aux frontières sur la teneur en carbone des produits importés, et de l'utilisation des recettes du SCEQE pour les projets de R&D relatifs aux technologies bas carbone. Des mesures appropriées seront nécessaires jusqu'à ce qu'un tel mécanisme transfrontalier agisse efficacement, si nous voulons être certains que les industries énergivores d'Europe ont un avenir.
- »8 L'élaboration de politiques d'écologisation du lieu de travail, la promotion du dialogue social sur la politique d'entreprise durable et la formation de « représentants verts » en tant qu'instruments destinés à soutenir l'efficacité énergétique au plan de l'entreprise.
- »9 La précarité énergétique doit être combattue par l'introduction d'un droit universel à une quantité suffisante d'énergie.

11 Prendre en compte l'éducation

Des systèmes d'éducation et de recherche de haut niveau sont le fondement de la réussite de l'Europe dans la concurrence mondiale. En même temps, l'éducation compte parmi les domaines sévèrement touchés par les politiques d'austérité. La force de l'Europe réside dans ses salariés qui fabriquent des produits de haute qualité reposant sur des technologies de pointe.



Les entreprises européennes peuvent faire face à la concurrence mondiale uniquement en maintenant les hauts niveaux de compétences de leurs salariés et en continuant de développer des solutions innovantes. Leur atout concurrentiel subit toutefois une pression croissante en raison des niveaux d'éducation en progression constante dans les pays émergents. Dans le même temps, des économies rattrapent leur retard. Une main d'œuvre hautement qualifiée travaillant dans de bonnes conditions et des opportunités de formation professionnelle permettant de se perfectionner afin de rester en phase avec le développement technologique sont donc une nécessité pour relever ce défi. L'apprentissage tout au long de la vie sera essentiel à une société prospère à l'avenir.

Recommandations

- 1 Associé à un enseignement de haute qualité, un nouveau modèle permettant de poursuivre des études parallèlement à la vie professionnelle devrait être développé en Europe. Tous les groupes de salariés dans tous les secteurs devraient avoir le droit à une mise à niveau continue de leurs compétences.
- 2 L'ambition de l'Europe devrait être d'atteindre le plus haut rang dans tous les niveaux d'éducation.
- 3 Les réductions des dépenses dans l'éducation et la formation pendant la crise financière devraient être annulées, et l'Europe devrait retrouver le haut du classement des continents en termes d'éducation et de recherche.
- 4 La politique de l'UE en termes de science devrait être exploitée afin d'encourager la création de nouveaux emplois.
- 5 Des mesures et des systèmes devraient être créés afin d'identifier et de reconnaître les compétences existantes. Cela devrait également s'appliquer pour les études ou lors de changements de profession.
- 6 L'industrie et les syndicats devraient discuter des futurs besoins et développer les compétences et qualifications futures.
- 7 Les systèmes d'éducation nationaux devraient, si approprié, créer des mesures incitatives pour pousser les jeunes à acquérir les compétences réclamées par l'industrie, qu'il s'agisse de promouvoir les STEM (sciences, technologie, ingénierie et mathématiques), la formation professionnelle, les compétences innovantes, l'esprit d'entreprise ou les autres besoins.

12 Faire travailler le commerce mondial pour les travailleurs

Un travail décent et un salaire décent pour tous les travailleurs est au cœur des priorités d'industriAll Europe et devrait être la première priorité de la politique commerciale. IndustriAll Europe estime que la solution n'est pas de nous protéger des flux commerciaux internationaux ; la mondialisation et le commerce international doivent être gérés de manière socialement responsable. La mondialisation ne devrait pas permettre d'éroder le modèle socio-économique de l'Europe, provoquer la détresse des travailleurs et augmenter les inégalités dans le monde. IndustriAll Europe est convaincue que le système multilatéral reposant sur des règles dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) est le moyen le plus efficace et légitime de gérer et de développer les relations commerciales. Toutefois, il est urgent d'intégrer l'Organisation internationale du travail (OIT) dans les processus de l'OMC et de donner un rôle beaucoup plus grand aux questions de

durabilité au sein du commerce mondial de façon à empêcher le dumping social. Les solutions réglementaires multilatérales sont les plus souhaitables car elles présentent des avantages importants pour les accords commerciaux bilatéraux, tels que les accords d'accès au marché globalement détaillés et transparents, l'établissement de règles, la transparence et le règlement des litiges. Suite aux progrès limités accomplis dans les négociations de Doha, et pour sauvegarder l'avenir du système commercial multilatéral, industriAll Europe estime qu'il est possible de trouver une solution optimale de deuxième rang en essayant de rendre valables les accords multilatéraux (ex : sur la facilitation du commerce, sur l'accès en franchise de droits et sans contingentement aux marchés mondiaux pour les pays les moins développés) et en fixant des règles commerciales mondiales sur des questions de moindre importance mais plus gérables (ex. : les accords sectoriels).

Recommandations

- ▶1 Créer un cadre réglementaire mondial créant le plancher socio-économique nécessaire sous le cadre de l'économie mondiale, afin de garantir que la politique commerciale soutienne totalement le développement social, et encourageant le commerce non pas comme une fin en soi mais en tant que composante d'une stratégie de croissance et de prospérité dans le monde développé et en développement.
- ▶2 Mettre en place un système commercial mondial durable et équitable qui tient compte des besoins des pays développés et en développement.
- ▶3 Il est important que la politique industrielle de l'Europe tienne compte des différences entre les régions de l'UE en termes de densité de la population, distances géographiques, ressources naturelles et traditions industrielles et qu'elle permette à chaque Etat membre de mettre en œuvre des politiques industrielles conçues sur mesure.
- ▶4 Inclure des clauses et normes sociales et environnementales contraignantes dans tous les accords de libre-échange, qu'ils soient bilatéraux ou multilatéraux. Tous les accords bilatéraux (tels que le TTIP) devraient respecter les normes fondamentales et les dispositions en vigueur en matière de santé et de sécurité de l'OIT. L'inclusion de dispositions sur la protection des investisseurs qui donnent aux entreprises multinationales le droit de poursuivre des États en raison d'un préjudice présumé,

porté à des intérêts commerciaux, est inacceptable (car cela mettrait les intérêts privés sur un plan plus élevé que les intérêts collectifs).

- ›5 S'assurer que les travailleurs soumis à une restructuration à la suite d'une libéralisation commerciale sont couverts par des politiques d'anticipation et des mesures de soutien adéquates.
- ›6 Promouvoir des stratégies de développement « inclusives » basées sur l'accumulation du capital social, le transfert de technologies et une répartition équitable des gains de la croissance économique afin de générer un cercle de croissance vertueux qui profite aux travailleurs et entreprises du monde entier.
- ›7 Créer des règles du jeu mondiales équitables dans le commerce international, en conformité avec les règles de l'OMC et de l'OIT et garantir la réciprocité dans les relations commerciales.
- ›8 Donner un accès équitable et sûr aux matières premières sur les marchés internationaux, qui tient compte des besoins différents des pays développés et en voie de développement, améliorer l'utilisation efficace des matériaux, investir davantage dans la recherche et le développement de substituts et encourager le recyclage (technologies). Les entreprises industrielles de l'UE dépendent en grande partie de pays tiers pour leur approvisionnement en matières premières. Nombre d'entre elles revêtent la plus grande importance pour un certain nombre de secteurs de haute technologie (terres rares). D'autres sont difficiles à remplacer.
- ›9 IndustriAll Europe s'inquiète du manque de transparence, de la confidentialité et du contenu des négociations relatives à un accord transatlantique entre l'UE et les USA et réclame l'implication des parlements et des partenaires sociaux dans ce processus. Etant donné le bas niveau des barrières commerciales, l'impact économique d'un tel accord pourrait ne pas valoir la peine en termes de droits du travail, de protection environnementale, de droits culturels et de règles de santé et sécurité.

13 Corriger le cadre institutionnel

Bien que la Commission se soit maintenant clairement engagée à protéger et renforcer le tissu industriel de l'Europe et à relever les grands défis du marché du travail, technologiques, environnementaux et économiques auxquels l'industrie est confrontée, il s'avère possible d'améliorer la manière dont la politique industrielle est conçue et mise en œuvre afin de rétablir le rôle de l'industrie en tant que moteur de la valeur ajoutée et des emplois.



Recommandations

- ›1 Le nouveau système de gouvernance économique manque de légitimité démocratique parce que le Parlement européen ne joue qu'un rôle mineur alors que les parlements nationaux n'ont presque rien à dire, et la manière dont les décisions sont prises n'est

pas toujours transparente. Comblar ce déficit démocratique améliorera la prise de décisions.

- 12 Une approche proactive et ciblée des secteurs et des chaînes de valeur reste essentielle et devrait être étendue à tous les secteurs clés. Des solutions spécifiques doivent être élaborées pour répondre aux défis de chaque secteur. IndustriAll Europe soutient entièrement l'accent mis par la Commission dans sa dernière Communication sur la politique industrielle afin de soutenir un certain nombre de lignes d'action prioritaires telles que les technologies de fabrication avancées, les technologies clés génériques, les produits bio-sourcés, la construction durable, les véhicules propres et les réseaux intelligents. Cependant, les politiques industrielles sectorielles relatives à d'autres secteurs essentiels - telles que l'acier, l'ingénierie mécanique et électrique, la construction navale, les textiles et les produits pharmaceutiques - devraient être poursuivies et développées. L'approche politique plus ciblée d'initiatives telles que LeaderShip, Cars21, Electra, ou le Plan d'action pour la sidérurgie s'est révélée fructueuse.

- 13 Un large écart subsiste entre les politiques industrielles nationales et régionales et la politique industrielle européenne. Il est impératif de renforcer la coordination et la coopération entre les différents niveaux de prise de décision afin d'accroître l'impact de la politique industrielle.



- 14 La politique industrielle doit être menée avec la participation des syndicats. En conséquent, il est essentiel de remplacer le modèle de dérégulation du marché, d'érosion des négociations collectives et d'attaques sur les droits des travailleurs tels que les salaires et la dévaluation sociale, par un modèle de production basé sur la connaissance, l'innovation, la valeur ajoutée et la technologie verte.
- 15 L'intégration des politiques de l'emploi et industrielles est nécessaire afin de mieux traiter les conséquences sociales du changement industriel (« transition juste »).
- 16 IndustriAll Europe s'oppose fermement à l'approche de dérégulation suivie par la Commission dans sa Communication « Programme Refit - Un coup de pouce à la croissance », qui vise à simplifier la législation mais qui est actuellement utilisée de manière abusive pour attaquer les accords des partenaires sociaux, les droits à l'information et à la consultation et la protection de la santé et sécurité.
- 17 La participation structurée des syndicats au processus de prise de décisions et de mise en œuvre reste insuffisante et doit être améliorée. IndustriAll Europe continuera de soutenir et d'encourager la participation des travailleurs dans les entreprises en maximisant les opportunités offertes par les droits à l'information, à la consultation et à la participation. La Directive refondue sur les CEE et le statut de la Société européenne permettent de garantir que cet objectif est atteint, ce qui doit être pleinement utilisé.
- 18 Il faut mieux anticiper et gérer le changement au niveau de l'entreprise afin de garantir le développement durable et de prévenir les effets négatifs des mutations sur les travailleurs et l'emploi. IndustriAll Europe considère que des mesures doivent être prises, y compris au plan européen, pour faciliter les transitions. À cet égard, industriAll Europe est favorable à l'établissement d'un cadre européen pour l'anticipation et la gestion du changement, qui garantisse une gestion socialement responsable du changement et offre des garanties permettant aux travailleurs de s'adapter aux mutations. Le rôle participatif des organisations syndicales doit être garanti.



www.industrial-europe.eu



eu